

POLOGNE

POLOGNE

Population : 38 194 000 habitants
Nombre de syndiqués : 1 à 2 millions suivant les sources
Taux de syndicalisation : 8 à 15 % suivant les sources

LA SYNDICALISATION

Après avoir atteint un taux de syndicalisation de 80 % au moment des grandes grèves de 1980, le syndicalisme ouvrier s'est beaucoup affaibli sous l'impact de quatre phénomènes :

- les privatisations et les fermetures d'entreprises,
- la montée du chômage,
- les désillusions face aux conséquences sociales du passage à l'économie de marché,
- les effets désastreux de l'imbrication étroite entre les appareils syndicaux et les gouvernements successifs : les principales confédérations ont leurs propres élus au Parlement dans le cadre de chacune des deux coalitions «de droite» et «de gauche» alternativement au pouvoir depuis 1989.

Actuellement, la syndicalisation est concentrée dans les grandes usines manufacturières et les services publics. Il n'existe pas de syndicat dans beaucoup de PME. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis concernant le nombre de syndiqués polonais, mais on estime qu'il se situe suivant les sources à 1 ou 2 millions, contre 10 millions à Solidarnosc en 1980. En ne comptabilisant pas les retraités, le taux de syndicalisation est de 8 à 15 %.

De plus, les syndiqués sont en général plus âgés que la moyenne des salariés : 58 % d'entre eux ont plus de 40 ans. Face à cela, les confédérations les plus importantes mettent au point des stratégies pour gagner de nouveaux adhérents.

LES DIFFERENTES FORCES SYNDICALES

Le syndicalisme est dominé par deux grandes confédérations rivales de taille équivalente : Solidarnosc et OPZZ.

Il existe un troisième regroupement plus petit appelé le Forum ou FZZ.

Viennent ensuite Solidarnosc 80, Sierpien 80, Inicjatywa pracownicza (IP), etc.

On trouve aussi un grand nombre de syndicats, parfois présents sur un seul lieu de travail, qui ne sont membres d'aucune confédération mais totalisent tous ensemble un nombre significatif d'adhérents.

NSZZ Solidarnosc

NSZZ Solidarnosc (Syndicat Indépendant Autogéré Solidarité) est initialement né des grèves de 1980 aux chantiers navals de Gdansk, à l'époque du régime communiste. Après décembre 1981, Solidarnosc s'est retrouvé contraint d'agir dans la

POLOGNE



clandestinité. En 1982-1983, la répression est parvenue à démanteler une grande partie des structures de base. En Basse-Silésie, par exemple, les animateurs de quatre réseaux clandestins successifs ont été licenciés. La direction nationale clandestine s'est ainsi retrouvée en grande partie coupée de l'avis et de la pression de la base. En 1989, le pouvoir a ouvert avec l'opposition les « négociations de la table ronde ». Ceux qui dans Solidarnosc s'opposaient à ce processus ont été exclus du syndicat et ont créé «Solidarnosc 80».

Entre 1989 et 1993, de nombreux responsables de Solidarnosc se sont ensuite retrouvés à la tête d'un gouvernement qui a organisé la transition à l'économie de marché.

L'influence de Solidarnosc a diminué alors considérablement dans le monde du travail, et certaines structures de base de Solidarnosc sont passées à l'OPZZ.

Simultanément l'aile «libérale-moderniste» a perdu le contrôle de Solidarnosc au profit d'une aile droitière, catholique et populiste.

En 1993, l'appareil de Solidarnosc a été battu aux élections politiques, Solidarnosc a alors retrouvé une fonction revendicative, qu'elle a ensuite largement abandonnée entre 1997 et 2001, lorsque la coalition «de droite» est revenue au pouvoir. Solidarnosc n'a recommencé vraiment à revendiquer qu'entre 2001 et 2005, avec le retour de la coalition «de gauche» SLD-PSL.

Aujourd'hui, Solidarnosc est malgré tout davantage un syndicat qu'un mouvement politique, même si elle conserve toujours des liens politiques étroits. Selon certaines sources, le nombre d'adhérents à Solidarnosc serait de 800 000 (moins de 400 000 selon d'autres sources).

OPZZ

Avec également autour de 800 000 membres (ou moins de 400 000 selon d'autres sources), OPZZ est l'autre grande confédération syndicale ouvrière.

Fin 1982, avec la suspension de la loi martiale, et dans le cadre restrictif de la loi d'octobre 1982, de nouveaux syndicats ont été autorisés dans les entreprises.

La direction de Solidarnosc les a boycottés, mais des militants de base de Solidarnosc les ont parfois investis. Ces syndicats ont été ensuite structurés par branche, puis confédérés en 1984 sous le nom d'OPZZ.

Alfred Miodowicz, le premier Président de l'OPZZ était bien sûr également membre du Bureau politique du POUP (Parti communiste). Mais c'était un « archéo », opposé aux réformes économiques marchandes du gouvernement. Voulant devenir autonome du POUP et de l'Etat, il a même cherché à former un parti de gauche basé sur les syndicats. Projet qui a finalement échoué. Il restera Président de l'OPZZ jusqu'en décembre 1991. Signe des temps, la Présidence a été ensuite assurée par Ewa Szychalska, une ex-militante de Solidarnosc de l'époque 1980-1981. Elle quittera ce poste pour celui d'ambassadeur en septembre 1996.

Les cadres de l'OPZZ ont moins d'expérience gréviste que ceux de Solidarnosc. Ils rêvent en général d'une cogestion à l'allemande et cherchent à ne pas trop déranger le gouvernement à chaque fois que la coalition « de gauche » est au pouvoir. Indice révélateur, au congrès national de mai 2002, la moyenne d'âge des délégués était de 52 ans.

La vie syndicale à la base est généralement faible, même s'il y a des exceptions suite à des grèves ou des luttes contre les licenciements.

POLOGNE



FZZ ou « Forum syndical »

Cette confédération a environ 250 000 membres (moitié moins selon d'autres sources), soit le tiers de la taille des deux autres confédérations. Elle est fondamentalement constituée de syndicats qui ont scissionné de l'OPZZ. Une des principales raisons de la création de cette confédération est que les règles relatives à la nouvelle commission tripartite (réunissant le gouvernement, le patronat et les syndicats pour discuter de la législation future) ne tenaient compte que des confédérations ayant au moins 300 000 membres. Une série de regroupements syndicaux non confédérés se sont alors réunis pour former FZZ et avoir ainsi une place dans la commission. Le nombre de ses membres a ensuite décliné et FZZ n'a plus maintenant qu'environ 250 000 adhérents. Forum Syndical se définit comme apolitique. Il comprend notamment en son sein un syndicat d'infirmières très revendicatif. On y trouve également ZZIT, un syndicat interprofessionnel d'ingénieurs et de techniciens.

Solidarnosc 80

Son nom fait référence à la grande grève générale de 1980. Cette organisation a été créée en 1989 par les militants exclus de Solidarnosc pour s'être opposés aux négociations entre le pouvoir et la direction du syndicat. Elle a ensuite évolué vers des positions comparables aux deux autres grandes confédérations.

Sierpien 80

Son nom signifie août 80, date de la grande grève générale. Sierpien 80 a été fondé en 1992 par la commission régionale de Haute-Silésie (région de Katowice) de Solidarnosc 80. Cette centrale est beaucoup plus combative que les autres confédérations. Sierpien 80 est la troisième centrale syndicale en Haute-Silésie : très influente parmi les mineurs de charbon, c'est également le principal syndicat de l'usine FIAT et du complexe sidérurgique Huta Katowice. Au niveau national, Sierpien 80 est présent dans les télécoms, à la poste, ainsi que dans les bus et tramways de Varsovie. Sierpien 80 a mis sur pied le Parti polonais du travail (PPP) qui a obtenu 0,54 % des suffrages exprimés aux élections législatives de septembre 2005 (www.inprecor.org n° 511-512).

« Initiative des travailleurs » (Inicjatywa pracownicza ou IP)

C'est un petit syndicat se réclamant de l'anarchisme. Il a notamment un élu dans la grande usine métallurgique «Cegielski» de Poznan où avaient démarré les grèves de 1956. Dans cette usine le représentant d'IP, un ex- de Solidarnosc 80 exclu pour sa radicalité et sa combativité, a obtenu 70 % des voix. IP a des liens avec la CNT et la CGT espagnole.

STRUCTURATION DES SYNDICATS

Les structures syndicales sont très décentralisées. Un syndicat peut être fondé par 10 salariés, et il existe des milliers de syndicats limités à un seul lieu de travail.

- Beaucoup de ces syndicats locaux sont affiliés à l'OPZZ. Les syndicats sont regroupés en fédérations d'industrie et en unions régionales qui forment ensemble la confédération. Il existe 111 fédérations au sein de l'OPZZ.

- NSZZ Solidarnosc est beaucoup plus centralisée. C'est une structure unique avec des subdivisions par industries et par régions.

POLOGNE

LES RAPPORTS ENTRE PARTIS ET SYNDICATS

- NSZZ Solidarnosc est proche des partis de centre-droit,
- OPZZ est proche du SLD, le parti social-démocrate "blairiste" issu de l'ancien parti communiste,
- FZZ a moins de liens politiques,
- Sierpen 80 a fondé le PPT : Boguslaw Zietek est à la fois porte-parole du parti et du syndicat.

D'après une étude réalisée en 2002, ces positionnements politiques se retrouvent dans l'orientation des adhérents respectifs sur le spectre politique :

- parmi les membres de l'OPZZ, 52 % se définissaient comme appartenant à la gauche, et 23 % au centre,
- pour NSZZ Solidarnosc, les chiffres étaient de 47 % pour la droite et 18 % pour le centre,
- quant à FZZ, 48 % des membres se définissaient au centre et 26 % à gauche.

Les liens entre le SLD (issu de l'ancien PC) et l'appareil central de l'OPZZ restent assez étroits, mais ce dernier a parfois des velléités d'indépendance. Des tensions ont été par exemple perceptibles entre responsables de l'OPZZ et du SLD lorsque ce parti a été au pouvoir :

- parmi les 150 000 membres du SLD, un certain nombre avait des responsabilités dans l'appareil du parti et/ou les instances de l'Etat au niveau central ou local.
- les responsables de l'OPZZ ont par contre eu à subir le mécontentement des travailleurs à chaque fois que le SLD a été au pouvoir.

Ce n'est pas par hasard que Josef Wiaderny, président de l'OPZZ entre 1996 et 2000, a symboliquement fait le choix de ne pas appartenir au SLD (même s'il poussait simultanément les autres responsables à le faire).

La guerre en Irak a fourni une nouvelle illustration de ces contradictions : l'OPZZ s'est déclarée opposée à la guerre, alors que le gouvernement SLD a envoyé des soldats sur place.

BIBLIOGRAPHIE :

Labour research department : «Worker representation in Europe» (may 2004) www.lrd.org.uk
SUD-PTT : «Retour de Pologne» (juin 2003)
Inprecor : <http://www.inprecor.org/> «index des articles», voir notamment le numéro 511-512
Liaisons sociales : "La Pologne attirée par les sirènes du libéralisme" (n° 126, avril 2005)
IRES : <http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm>

POLOGNE

CHRONOLOGIE

1944-45

A la Libération, des conseils d'entreprises remettent en marche la production.

1945-1956

La Pologne est intégrée au bloc de l'Est. Sous couvert d'une coalition de partis, le POUP (Parti communiste) exerce la réalité du pouvoir.

Les conseils d'entreprises sont transformés en structures syndicales qui sont ensuite intégrées dans l'appareil d'Etat.

1956-1980

Lors de la révolte de 1956, des conseils ouvriers prennent en main les usines.

En juin, la grève des ouvriers de Poznan est réprimée sévèrement (70 morts).

Une loi de 1957 a surtout pour but d'en limiter les fonctions. Une loi de 1958 les «normalise» sous la forme de «conférences d'autogestion ouvrière» tripartites (parti, syndicat, conseil)...dont les représentants sont élus sur une liste unique.

Des grève générales ont lieu en 1970 et 1976.

1980-1981

Généralisation des grèves lors de l'été 80, élection de comités de grève.

Fondation de Solidarnosc en septembre 80 à l'issue d'une réunion des comités régionaux de grève. Solidarnosc est légalisé en novembre 80 et comptera en septembre 1981 environ 10 millions de membres (sur 13 millions de salariés).

A partir du début 1981 le mouvement se radicalise. Pendant l'été, des conseils de travailleurs procèdent à l'élection des directeurs et cherchent à promouvoir l'autogestion. En septembre 1981, le premier congrès de Solidarnosc rassemble 1 200 délégués librement élus et joue de fait le rôle de Parlement populaire, constituant ainsi un réel contre-pouvoir. Les idées de «grève active» et de «prise de pouvoir dans les entreprises» se développent dans le pays.

Le 13 décembre, le coup d'Etat du général Jaruzelski met un terme à ce processus.

1981-1989

Le POUP (Parti Communiste) et l'armée reprennent les choses en mains. Solidarnosc est interdit. Les Conseils d'autogestion, d'abord suspendus, sont ensuite vidés de leur contenu. Les directions des entreprises sont placées sous contrôle militaire. Un renforcement de mécanismes de marché a lieu, dépouillé de tout volet autogestionnaire.

En octobre 1982, avec la suspension de la loi martiale, une loi relative à l'activité syndicale est promulguée. Solidarnosc reste interdit. De nouveaux syndicats sont mis en place. On y retrouve de nombreux responsables des syndicats qui s'étaient écroulés lors des grèves de 1980. Ceux-ci se confédèrent en 1984 sous le nom d'OPZZ.

En 1987, le pouvoir organise un référendum sur la réforme économique. Solidarnosc clandestin appelle au boycott, et la confédération OPZZ appelle à voter contre. Le pouvoir n'obtient pas la majorité parmi les électeurs inscrits et perd toute légitimité.

POLOGNE



Un double processus se met alors en place :

- En 1988, les grèves se généralisent ;
- Le pouvoir entame des négociations avec l'opposition, dont la direction (clandestine !) de Solidarnosc. Elles aboutissent aux «accords de la table ronde» et l'organisation d'élections semi-libres en juin 1989 qui se traduisent par une débâcle pour l'ancien régime. C'est la fin d'une époque.

1989-1993

Le nouveau gouvernement est mis en place par les anciens opposants ayant participé aux « accords de la table ronde ».

Ils organisent le passage à l'économie de marché sous la houlette du FMI. Walesa est élu Président de la République pour 5 ans en 1990.

Une nouvelle tactique est mise en place pour liquider les conseils ouvriers : les usines sont mises en faillite (par des manipulations fiscales, la décentralisation de la dette publique etc.) et les conseils ouvriers disparaissent avec la liquidation ou le rachat des entreprises pour un zloty symbolique par le capital étranger (ou en lien avec des capitaux polonais apparus sous l'Etat de guerre, entre 81 et 89).

Rejeté dans l'opposition, le POUP (Parti Communiste) se rebaptise SdRP (Social démocratie de la république polonaise). Ce «nouveau parti» sera l'élément essentiel du futur SLD qui se proclame social-démocrate.

La confédération OPZZ organise la résistance ouvrière et est rejointe par certains secteurs de Solidarnosc.

1993-1997

Les partis de la droite libérale perdent les élections au Parlement. Le gouvernement passe aux mains de la coalition «de gauche» SLD-PSL où se retrouvent nombre de responsables de l'ancien régime. Kwasniewski (SLD) remplace Walesa à la Présidence de la république en 1995.

Se situant à la droite de Tony Blair, le gouvernement SLD-PSL continue la politique de privatisations et des restructurations néo-libérales. Il adopte toutefois des mesures visant à limiter le développement du chômage qui tombe à 8 %.

La résistance au gouvernement passe maintenant surtout par Solidarnosc.

1997-2001

Victoire électorale de la coalition «de droite» AWS mise en place par la direction de Solidarnosc et des débris des partis de droite.

L'accentuation de la politique néo-libérale, se traduit notamment par la privatisation partielle de l'opérateur historique de télécommunications en 1997-1998. Avec la dégradation de la situation économique, le chômage remonte à 18 %.

Des mobilisations sont impulsées par l'OPZZ et le syndicat paysan Samoobrona (Autodéfense). Des manifestations donnent lieu à des heurts avec la police.

En 2000, Kwasniewski (SLD) est réélu Président de la république (Walesa n'obtient que 3 % des voix).

2001-2005

23 septembre : la coalition «de droite» perd tous ses élus et se désagrège. La coalition «de gauche» SLD-PSL revient au pouvoir pour 4 ans.

POLOGNE

E
P
O
R
U
E

26 juillet 2002 : Solidarnosc organise une manifestation de 30 000 personnes contre la libéralisation du Code du travail.

25 avril 2003 : Solidarnosc organise des manifestations contre le gouvernement de Leszek Miller (SLD). Des revendications justifiées sont mélangées à des manœuvres politiciennes. Pendant la manifestation du 25 avril à Varsovie qui a regroupé 20 000 participants, les dirigeants de Solidarnosc ont par exemple fait scander : « Miller à Cuba », ou « SLD = KGB ». Des œufs ont également été jetés sur le bâtiment de l'ambassade russe.

Selon les sondages, le gouvernement de Miller est celui dont la popularité est la plus faible depuis 14 ans.

Mars 2003 : le gouvernement polonais envoie des soldats en Irak.

Juin 2003 : victoire du "Oui" au référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

Automne 2005 : retour de la « droite » au pouvoir.